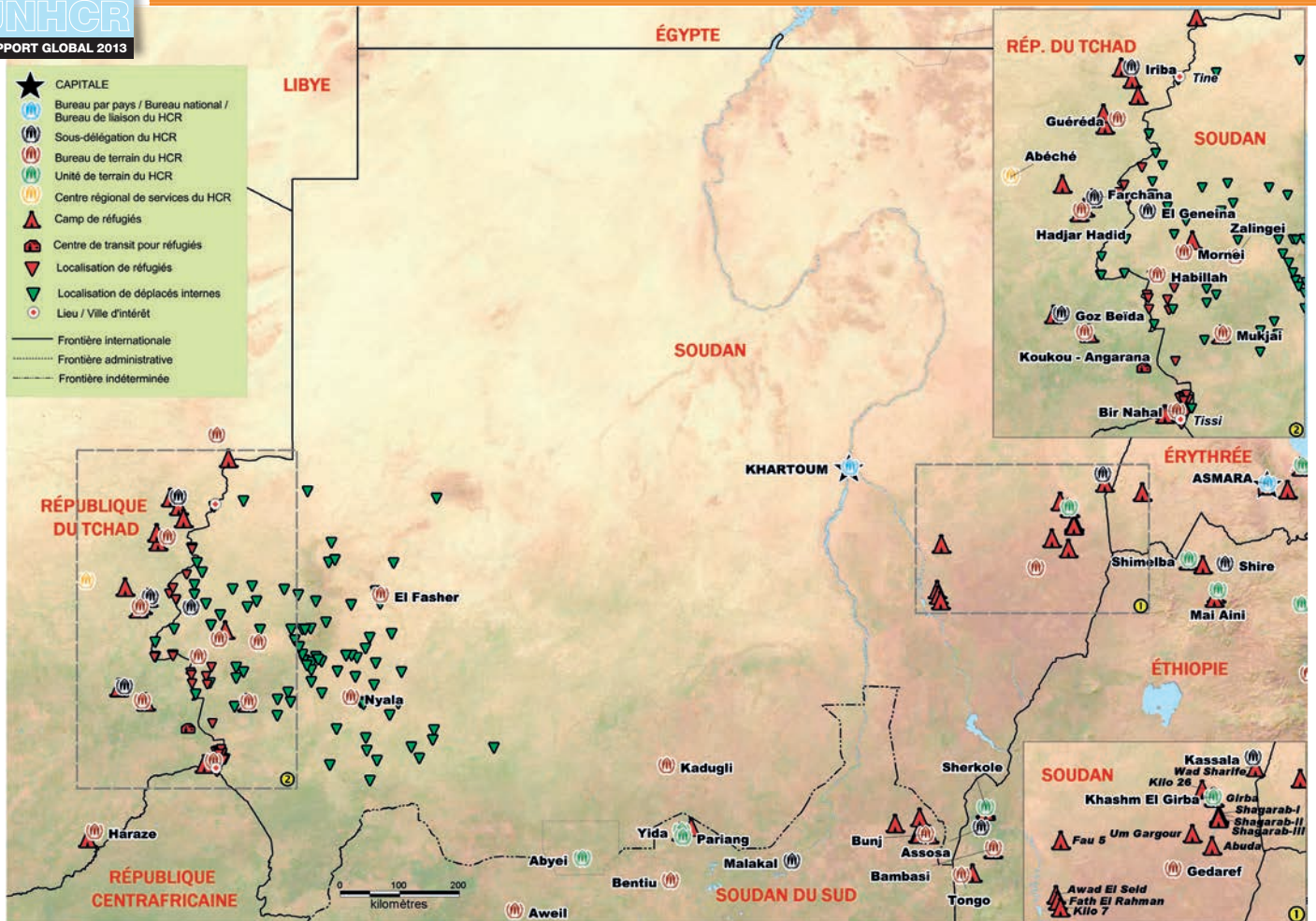


# SOUDAN



## Aperçu

### Faits marquants

- Grâce aux mesures prises par le HCR, l'OIM et les autorités, les incidents en rapport avec la traite des êtres humains et les enlèvements signalés ont sensiblement diminué, 100 cas étant déclarés en 2013, contre 338 en 2012.
- Au Soudan oriental, 53 pour cent des réfugiés avaient un emploi indépendant à la fin de l'année, grâce à la création d'un éventail de petites entreprises. La proportion de réfugiés gagnant un salaire minimum est passée de 35 à 40 pour cent.
- Au total, 1 374 réfugiés ont fait l'objet d'une demande de réinstallation et 538 individus

sont partis s'établir dans un autre pays, contre 374 en 2012.

- Un exercice conjoint d'enregistrement/de vérification a été mené par le HCR et les autorités à Khartoum afin de faciliter l'accès à l'asile et aux documents associés.
- Au Darfour, l'Organisation a offert des services médicaux à plus de 17 300 réfugiés et demandeurs d'asile et permis aux réfugiés du camp d'Um-Shalaya d'accéder à des services essentiels. Elle est également venue en aide à plus de 15 000 déplacés internes grâce à des activités destinées à accroître leur bien-être, et consistant notamment à améliorer la qualité de l'enseignement, l'accès à l'eau et les soins

### Présence du HCR | 2013

Nombre de bureaux	10
Total personnel	345
Effectif international	50
Effectif national	235
VNU	35
Autres	25

médicaux pour les personnes âgées.

- Le Soudan a une longue tradition d'hospitalité à l'égard des réfugiés et a mis à disposition des terrains pour aménager des camps dans l'est du pays et dans la région du Darfour. En dépit d'une politique de confinement des réfugiés dans des camps, les autorités ont admis la présence de réfugiés dans les zones urbaines et pris des mesures positives pour contrer la traite et le trafic des êtres humains, ainsi que contre les enlèvements.

## Personnes relevant de la compétence du HCR

Il y avait environ 160 000 réfugiés et personnes se trouvant dans une situation assimilable à celle des réfugiés au Soudan. La plupart d'entre eux, originaires d'Érythrée et d'Éthiopie, résidaient dans l'est du pays, d'autres vivant au Darfour et à Khartoum. En 2013, la population réfugiée a augmenté de 7 700 personnes en raison de l'afflux de nouveaux arrivants, principalement au Soudan oriental, le rythme maximal atteint en cours d'année étant de 600 individus par mois.

Au Soudan, on considère que 350 000 Sud-Soudanais sont exposés à un risque d'apatridie. On jugeait particulièrement préoccupante la situation de 40 000 personnes résidant dans des lieux publics à Khartoum

et d'autres communautés sud-soudanaises vivant dans des conditions analogues en divers endroits du territoire soudanais, notamment dans l'Est, dans les trois zones dites des protocoles, à savoir Abyei, le Kordofan méridional et le Nil bleu, et dans certains secteurs du Darfour.

En 2013, 390 000 personnes de plus ont été déplacées à l'intérieur du Soudan, au moins 310 000 d'entre elles étant chassées par le conflit au Darfour. De même, les violences en cours dans le Nil bleu et au Kordofan méridional avaient respectivement déplacé 250 000 et 230 000 personnes à la fin de l'année.

Type de population	Origine	Total	Nb pers. assistées par le HCR	% femmes	% < 18 ans
<b>Réfugiés</b>	Érythrée	109 600	83 900	51	38
	Tchad	8 300	8 200	56	58
	Éthiopie	5 100	2 200	48	26
	Somalie	800	110	47	-
	Pays divers	600	410	45	35
<b>Apparentés réfugiés</b>	Tchad	33 400	4 800	50	-
	Rép. centrafricaine	2 100	-	50	-
<b>Demandeurs d'asile</b>	Éthiopie	6 800	900	50	-
	Érythrée	2 500	600	50	-
	Rép. dém. du Congo	900	800	45	39
	Rép. arabe syrienne	220	220	44	35
	Somalie	100	10	49	-
	Pays divers	320	90	50	-
<b>Déplacés internes</b>	Soudan	1 796 000	1 525 000	50	-
<b>Apparentés déplacés internes</b>	Soudan	77 300	-	50	-
<b>Déplacés de retour, y compris apparentés déplacés</b>	Soudan	19 500	19 500	50	-
<b>Autres personnes relevant de la compétence du HCR</b>	Pays divers	3 300	3 300	48	33
<b>Réfugiés rapatriés*</b>	Tchad	16 900	16 900	50	-
	Pays divers	20	20	50	-
<b>Total</b>		<b>2 083 760</b>	<b>1 666 960</b>		

\*La ventilation démographique concerne l'ensemble des réfugiés rapatriés

Note : on estime à 350 000 le nombre de personnes d'origine sud-soudanaise vivant au Soudan. Selon les informations existantes, la grande majorité de ces individus sont susceptibles d'obtenir des documents confirmant leur nationalité sud-soudanaise.

# | Résultats en 2013 |

## Réalisations et impact

Le tableau suivant contient des exemples d'objectifs et de cibles prévus pour les interventions dans le cadre du programme du HCR dans cette opération en 2013. De brefs commentaires sur les résultats de fin d'année

et l'impact sur les personnes relevant de la compétence du HCR sont indiqués, notamment les raisons pour lesquelles les cibles n'ont pu être atteintes dans certains cas.

Activités en 2013	Personnes relevant de la compétence	Cible globale en 2013	Résultats fin 2013
<b>BESOINS DE BASE ET SERVICES ESSENTIELS</b>			
<b>La population bénéficie d'un accès optimal à l'éducation primaire et secondaire</b>			
<p><b>Résultats/impact :</b> le HCR a atteint ses cibles en matière d'éducation dans les camps de réfugiés du Darfour, 1 500 enfants (dont des enfants issus des communautés d'accueil) étant scolarisés dans le primaire et 70 enseignants formés aux techniques pédagogiques. Au Soudan oriental, le nombre élevé d'enfants en âge d'aller à l'école (6 à 13 ans) – plus de 17 000 à la fin de l'année – parmi les nouveaux arrivants explique pourquoi le taux de scolarisation a été de 81 pour cent.</p> <p><b>Écarts :</b> au Darfour, le manque d'enseignants qualifiés et de matériels a limité la capacité des écoles à assurer un programme semblable à celui des pays d'origine. Dans l'est du pays, le pourcentage d'enfants scolarisés dans le secondaire est resté faible.</p>			
<b>Pourcentage d'enfants de six à 13 ans scolarisés dans le primaire</b>	<b>Réfugiés et demandeurs d'asile au Darfour</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>
<b>État de santé de la population amélioré</b>			
<p><b>Résultats/impact :</b> le HCR a veillé à ce que tous les réfugiés du camp d'Um Shalaya aient accès à des services de médecine primaire gratuits, également ouverts aux habitants de 25 villages des environs. Plus de 17 300 patients ont reçu un traitement et quelque 700 cas ont été orientés vers des services de soins secondaires et tertiaires.</p> <p><b>Écarts :</b> la quantité de médicaments disponible n'était suffisante que pour un semestre.</p>			
<b>Taux de mortalité des moins de cinq ans (pour 1 000/mois)</b>	<b>Réfugiés et demandeurs d'asile au Darfour</b>	<b>1,3</b>	<b>0,35</b>
<b>Approvisionnement en eau potable accru ou maintenu</b>			
<p><b>Résultats/impact :</b> au Darfour, plus de 7 500 réfugiés hébergés dans des camps ont eu accès à 15 litres d'eau potable par personne et par jour, suite à la réfection de six pompes manuelles et au bon entretien de 46 robinets. Dans l'est du pays, le HCR et ses partenaires ont remis des puits en état, construit des réservoirs surélevés, remplacé des équipements électromécaniques et renforcé les capacités de partenaires dans ce domaine, fournissant 38 litres d'eau potable par personne et par jour. Les villages soudanais situés à proximité des camps ont reçu un volume suffisant d'eau potable et d'eau de lavage.</p> <p><b>Écarts :</b> au Darfour, la quantité d'eau est restée inférieure à la norme.</p>			
<b>Nombre moyen de litres d'eau disponible par personne et par jour</b>	<b>Réfugiés et demandeurs d'asile au Darfour</b>	<b>20</b>	<b>35</b>
<b>SOLUTIONS DURABLES</b>			
<b>Potentiel en matière de retour volontaire réalisé</b>			
<p><b>Résultats/impact :</b> s'il n'y pas eu de retours organisés au Darfour, le HCR a suivi plus de 19 400 retours spontanés. L'Organisation a soutenu la Conférence de Nyala sur les retours volontaires en mars 2013.</p> <p><b>Écarts :</b> la dégradation de la sécurité au Darfour a empêché d'organiser des retours ou d'entreprendre des activités de suivi.</p>			
<b>Pourcentage de déplacés internes ayant l'intention de rentrer et rentrés de leur plein gré</b>	<b>Réfugiés et demandeurs d'asile au Darfour</b>	<b>40%</b>	<b>12%</b>
<b>AUTONOMISATION ET AUTOGESTION COMMUNAUTAIRES</b>			
<b>Autosuffisance et moyens de subsistance améliorés</b>			
<p><b>Résultats/impact :</b> dans le cadre de l'Initiative pour des solutions transitoires, le revenu des réfugiés au Soudan oriental a augmenté de 32 pour cent. L'adoption de programmes globaux d'appui aux moyens de subsistance a permis d'accroître les rendements agricoles et la production animale, au bénéfice des agriculteurs et des éleveurs. Ces programmes ont également amélioré l'accès à l'entrepreneuriat et à la formation professionnelle orientée sur les besoins du marché, ainsi qu'à des services de microfinance pérennes. Quelque 4 000 ménages ont bénéficié de services de microfinance stimulant la production agricole et animale et soutenant les petites entreprises. Plus de 900 ménages ont reçu une formation professionnelle. Un centre de promotion de la femme a été construit à Fau 5, ce qui a permis à 240 femmes de s'engager dans des programmes de formation communautaires.</p> <p><b>Écarts :</b> les hausses de revenus ont été neutralisées par une forte inflation. Un renforcement des capacités plus solide était nécessaire pour assurer avec efficacité des services de microfinance au sein de la communauté réfugiée et de la communauté d'accueil. Suite à un accord conclu avec les autorités, prévoyant la distribution de 30 000 permis de travail aux réfugiés dans l'État de Kassala, 100 permis ont été accordés.</p>			

Activités en 2013	Personnes relevant de la compétence	Cible globale en 2013	Résultats fin 2013
Pourcentage de personnes (de 18 à 59 ans) gagnant au moins un salaire minimum plus de six mois par an	Réfugiés et demandeurs d'asile au Soudan oriental	30%	40%
Pourcentage de personnes (de 18 à 59 ans) gérant leur entreprise / occupant un emploi indépendant pendant plus de 12 mois	Réfugiés et demandeurs d'asile au Soudan oriental	80%	53%
<b>Coexistence pacifique avec les communautés locales encouragée</b>			
<p><b>Résultats/impact :</b> quelque 150 projets destinés à encourager la coexistence pacifique ont été mis en œuvre au Darfour, au bénéfice des communautés de déplacés internes et des communautés d'accueil. Le HCR a aidé à rénover six classes et à construire 63 classes supplémentaires, ainsi que 70 blocs de latrines, huit locaux pour les enseignants, 300 latrines avec dalle de ciment, 100 fosses à déchets et 27 nouvelles pompes manuelles. L'Organisation a également amélioré quatre bassins de rétention, rénové 34 pompes manuelles, fourni des semences à plus de 108 000 personnes et 720 chèvres à des familles vulnérables, construit deux espaces d'accueil d'enfants et distribué des semences et des outils à 8 800 ménages.</p>			
Mesure dans laquelle les communautés d'accueil soutiennent la présence persistante des personnes relevant de la compétence du HCR	Réfugiés et demandeurs d'asile au Darfour	90%	70%
<b>PROCESSUS DE PROTECTION ET DOCUMENTS ADÉQUATS</b>			
<b>Qualité de l'enregistrement et du profilage améliorée ou maintenue</b>			
<p><b>Résultats/impact :</b> au Darfour, une campagne de vérification a confirmé la présence de quelque 8 000 réfugiés à Um-Shalaya et Mukjar. Au Soudan oriental, comme convenu, le HCR a progressivement transféré les activités d'enregistrement aux autorités, tout en conservant une fonction de vérification. Le 29 avril, le HCR et le Commissaire national aux réfugiés ont conclu un mémorandum d'accord relatif à l'enregistrement des demandeurs d'asile et des réfugiés.</p> <p><b>Écarts :</b> les activités de vérification du HCR dans l'est du pays ont été suspendues, ce qui a eu un effet négatif sur la qualité des données d'enregistrement contenues dans la base de données <i>ProGres</i>.</p>			
Pourcentage de personnes enregistrées à titre individuel	Réfugiés et demandeurs d'asile au Darfour	100%	97%
<b>ENVIRONNEMENT DE PROTECTION FAVORABLE</b>			
<b>Législation et politiques élaborées ou renforcées</b>			
<p><b>Résultats/impact :</b> le HCR a suivi de près les procédures de vérification de la nationalité et d'accès à la nationalité, ainsi que la délivrance des documents correspondants, pour les nationaux soudanais et sud-soudanais vivant au Soudan. Un atelier sur les droits associés à la nationalité a été organisé en novembre par la Commission soudanaise des droits de l'homme afin de mieux faire connaître les problèmes de nationalité et d'apatridie au Soudan et de promouvoir un dialogue public sur ces sujets.</p> <p><b>Écarts :</b> les ressources limitées ont empêché l'intégration des activités de prévention de l'apatridie au Darfour et au Soudan oriental.</p>			
Mesure dans laquelle la législation et les politiques sont conformes aux normes internationales	Toutes les personnes exposées à l'apatridie au Soudan du Nord	70%	65%
<b>SÉCURITÉ FACE À LA VIOLENCE ET À L'EXPLOITATION</b>			
<b>Protection contre la criminalité renforcée</b>			
<p><b>Résultats/impact :</b> le HCR s'est efforcé de lutter contre la traite et d'améliorer la protection des réfugiés au Soudan oriental, mettant en œuvre un projet conjoint avec l'OIM d'août 2012 à décembre 2013. Ces efforts ont sensiblement amélioré la situation et ont conduit le Gouvernement à entériner une stratégie conjointe de lutte contre la traite et le trafic des êtres humains, ainsi que contre les enlèvements.</p> <p>Le HCR a également accru l'assistance aux victimes, offrant des vivres, un hébergement et une aide médicale, ainsi que des conseils juridiques pour les victimes de la traite qui témoignaient devant des tribunaux. L'Organisation a veillé à ce que les victimes sans papiers ne soient pas expulsées en raison d'une entrée illégale sur le territoire.</p> <p><b>Écarts :</b> la plupart des nouveaux arrivants, qui étaient davantage exposés à la traite, ne sont pas restés au Soudan et ont repris leur chemin.</p>			
Mesure dans laquelle le système de gestion de la sécurité assure efficacement la sécurité des personnes	Réfugiés et demandeurs d'asile au Soudan oriental	45%	30%
<b>Protection de l'enfance renforcée</b>			
<p><b>Résultats/impact :</b> en 2013, en vertu de modalités de prise en charge spéciales, 404 enfants non accompagnés et séparés ont été placés dans un centre aménagé à leur intention au camp de réfugiés de Shagarab. À la fin de l'année, 111 enfants résidaient encore au centre.</p> <p><b>Écarts :</b> les mouvements secondaires d'enfants non accompagnés et séparés quittant le centre ont continué à engendrer un défi de protection. Ces enfants se sont rendus à Khartoum et dans d'autres villes, notamment pour y chercher un emploi, ce qui les a exposés à des risques. En 2012, plus de 151 enfants ont quitté le centre.</p>			
Pourcentage d'enfants non accompagnés et séparés pour lesquels une procédure de détermination de l'intérêt supérieur a été entamée ou menée à terme	Réfugiés et demandeurs d'asile au Soudan oriental	100%	58%

## Partenaires

### Partenaires d'exécution

#### Organismes gouvernementaux :

Autorités de l'État de Gedaref, Commissaire aux réfugiés, Commission pour les travaux humanitaires bénévoles, Ministère des Affaires sociales, Département de la protection sociale (Nyala), Ministère du Développement social, des femmes et des enfants (Kordofan méridional), Ministère de la Protection sociale et de la protection de l'enfance (Kassala), Ministère de la Protection sociale et de la protection de l'enfance (Singa), Service de l'état civil, Services d'orientation des réfugiés

#### ONG :

*Al Sharq Centre for Culture and Legal Aid, Alsalam Organization for Rehabilitation and Development, Association de Coopération et de Recherches pour le Développement, Child Development Foundation, Conseil danois pour les réfugiés, Cooperazione internazionale, El Sugya Charity Organization, Terre des Hommes, Global Health Foundation, HelpAge International, Human Appeal International, Intersos, National Forestry Corporation, Nuba Mountains International Association for Development, National Organization for Care and Development, PartnerAid International, Save the Children – Suède, Sudan Open Learning Organization, Sudan Peace Humanitarian Organization Salam, Société soudanaise du Croissant-Rouge, Triangle Génération Humanitaire, Trust Rehabilitation and Development Organization, Vision du Monde – International, War Child – Canada, Windle Trust International*

#### Autres :

OIM, ONU-Habitat, UNOPS

### Partenaires opérationnels

#### Organismes gouvernementaux :

Commission d'aide humanitaire

#### ONG

*International Medical Corps, Medair*

#### Autres :

Banque mondiale, BCAH, CICR, FAO, FNUAP, MINUAD, OMS, ONUDI, PAM, PNUD, Service de la lutte antimines des Nations Unies, UA, UNICEF, VNU

## Évaluation des résultats

En dépit des difficultés d'accès aux populations touchées, en particulier aux déplacés internes, des évolutions positives ont été observées. Un exercice d'enregistrement des réfugiés et des demandeurs d'asile à Khartoum a représenté une étape supplémentaire en direction de l'élaboration d'une politique pour les réfugiés urbains.

L'Organisation a également élaboré une politique triennale de protection de l'enfance et renforcé sa réponse à la traite en impliquant le Gouvernement dans une stratégie conjointement définie par le HCR et l'OIM.

L'accès aux personnes déplacées dans le Nil bleu et le Kordofan méridional s'est amélioré mais est resté limité, en particulier dans les zones rurales et touchées par les conflits. Le HCR a maintenu une capacité minimale de suivi de la protection et de réponse par le biais de partenaires locaux et de collaborateurs nationaux.

À des fins de prévention de l'apatridie, le HCR a appuyé les négociations entre le Soudan et le Soudan du Sud sur les questions de nationalité et le statut des Sud-Soudanais au Soudan en offrant des conseils techniques au Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'Union africaine pour le Soudan. Grâce au plaidoyer de l'Organisation, le comité national sur l'enregistrement des naissances a accordé la priorité à l'enregistrement des nouveau-nés sud-soudanais.

Une étude menée dans six camps de déplacés internes du Darfour occidental a abouti à l'élaboration d'une stratégie de recherche de solutions durables pour les réfugiés au Darfour. Pour la première fois, des documents ont été délivrés aux réfugiés qui avaient fait l'objet d'une vérification dans cette région. Le HCR a assumé la fonction de chef de file du module de la protection au Darfour pour veiller à ce que les problèmes de protection soient traités par les mécanismes de coordination interorganisations.

Le HCR a pris la tête du secteur des abris d'urgence/articles non alimentaires et joué un rôle essentiel dans la coordination, la planification, l'établissement de rapports et le suivi des distributions d'abris et d'articles non alimentaires. Plus de 271 600 ménages, composés à 75 pour cent de femmes et d'enfants en bas âge, ont reçu une assistance en 2013.

## Collaboration avec les partenaires

Le HCR a participé aux mécanismes de coordination interorganisations, dont l'Équipe humanitaire dans le pays, l'Équipe des Nations Unies dans le pays, l'équipe de coordination du dispositif de sécurité et divers groupes de travail sectoriels, avec d'autres institutions onusiennes, des partenaires nationaux et internationaux, et le Gouvernement. Le Haut Commissariat a été chef de file des modules de la protection et des abris d'urgence/articles non alimentaires, ainsi que du module multisecteurs pour les réfugiés, et a partagé la responsabilité du secteur des retours avec l'OIM. Il a également contribué à la mise en œuvre du Plan de travail humanitaire du système des Nations Unies et de ses partenaires pour 2013.

Au titre de son projet abris d'urgence/articles non alimentaires, le HCR a géré la chaîne commune d'acheminement des articles non alimentaires pour le Darfour, un partenariat réunissant le projet abris d'urgence/articles non alimentaires, le BCAH et des ONG nationales et internationales. Dans ce cadre, le HCR a géré les opérations d'entreposage à El Obeid, El Fasher, Nyala et Geneina.

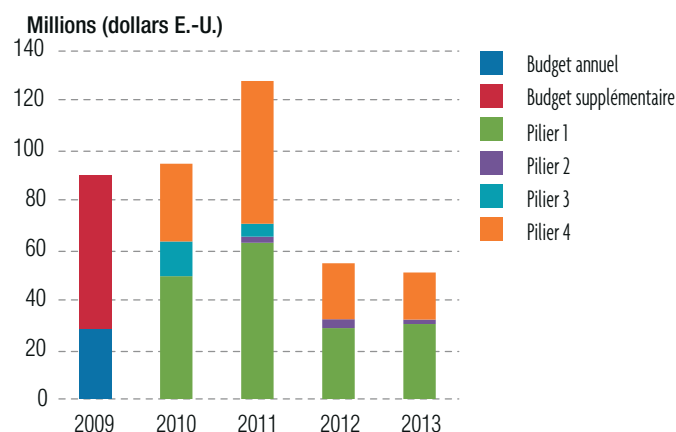
# Informations financières

Le montant final du budget global du HCR au Soudan s'élevait à 116,7 millions de dollars E.-U. Les fonds mis à disposition ont permis de dépenser au total 50,6 millions de dollars E.-U.

En plus du programme ordinaire, l'opération du HCR au Soudan a géré la chaîne commune d'acheminement des abris d'urgence/articles non alimentaires, dotée d'un budget de 16,3 millions de dollars E.-U. Les crédits débloqués pour financer ce projet spécial se sont élevés à 7,4 millions de dollars E.-U.

Au Soudan, le HCR a bénéficié en 2013 de trois fonds de financement commun : le Fonds central pour les interventions d'urgence, le Fonds humanitaire commun et le Fonds d'affectation spéciale pluripartenaires constitué dans le cadre de l'Initiative pour des solutions transitoires. Ces sources de financement se sont avérées importantes pour l'opération.

## Dépenses au Soudan | 2009-2013



## Budget, revenus et dépenses au Soudan | dollars E.-U.

Opération	PILIER 1 Programme pour les réfugiés	PILIER 2 Programme pour les apatrides	PILIER 4 Projets pour les déplacés internes	Total
<b>BUDGET FINAL</b>	<b>70 712 283</b>	<b>3 809 253</b>	<b>42 208 158</b>	<b>116 729 694</b>

Revenus issus des contributions <sup>1</sup>	35 674 867	708 950	12 632 464	<b>49 016 281</b>
Autres fonds disponibles / transferts	(5 582 908)	1 232 671	9 645 009	<b>5 294 772</b>
<b>Total des fonds disponibles</b>	<b>30 091 959</b>	<b>1 941 621</b>	<b>22 277 473</b>	<b>54 311 053</b>

### DÉPENSES PAR OBJECTIF

#### Environnement de protection favorable

Instruments régionaux et internationaux	0	172 421	0	<b>172 421</b>
Droit et politique générale	587 404	310 726	452 172	<b>1 350 302</b>
Accès à l'assistance juridique et recours	180 057	177 857	214 109	<b>572 022</b>
Accès au territoire et réduction du risque de refoulement	190 630	0	0	<b>190 630</b>
<b>Sous-total</b>	<b>958 092</b>	<b>661 003</b>	<b>666 281</b>	<b>2 285 375</b>

#### Processus de protection et documents adéquats

Conditions d'accueil	557 047	0	0	<b>557 047</b>
Identification des cas d'apatridie	0	172 421	0	<b>172 421</b>
Enregistrement et établissement de profils	429 666	0	0	<b>429 666</b>
Procédures de détermination du statut	1 538 790	0	0	<b>1 538 790</b>
Documents individuels	328 536	271 948	0	<b>600 484</b>
Enregistrement et documents d'état civil	128 399	220 318	427 414	<b>776 131</b>
<b>Sous-total</b>	<b>2 982 439</b>	<b>664 687</b>	<b>427 414</b>	<b>4 074 539</b>

#### Sécurité face à la violence et à l'exploitation

Protection contre la criminalité	758 681	0	0	<b>758 681</b>
Protection contre les conséquences du conflit armé	362	0	560 130	<b>560 492</b>
Violences fondées sur l'appartenance sexuelle (prévention et réponse)	543 907	0	790 733	<b>1 334 640</b>
Liberté de mouvement et réduction des risques de détention	143 656	0	0	<b>143 656</b>
Protection des enfants	1 154 074	0	741 951	<b>1 896 025</b>
<b>Sous-total</b>	<b>2 600 680</b>	<b>0</b>	<b>2 092 814</b>	<b>4 693 493</b>

Opération	PILIER 1 Programme pour les réfugiés	PILIER 2 Programme pour les apatrides	PILIER 4 Projets pour les déplacés internes	Total
<i>Besoins de base et services essentiels</i>				
Santé	2 723 650	0	706	<b>2 724 357</b>
Santé procréative et services liés au VIH	606 400	0	427 414	<b>1 033 814</b>
Nutrition	1 146 178	0	0	<b>1 146 178</b>
Sécurité alimentaire	67 077	0	0	<b>67 077</b>
Eau	704 675	0	0	<b>704 675</b>
Assainissement et hygiène	1 084 975	0	153 334	<b>1 238 309</b>
Abris et infrastructure	242 708	0	272 286	<b>514 994</b>
Accès à l'énergie	377 365	0	0	<b>377 365</b>
Articles ménagers et articles de base	298 110	0	1 084 024	<b>1 382 134</b>
Services destinés aux groupes ayant des besoins spécifiques	589 776	0	836 008	<b>1 425 784</b>
Éducation	2 795 653	0	0	<b>2 795 653</b>
<b>Sous-total</b>	<b>10 636 566</b>	<b>0</b>	<b>2 773 772</b>	<b>13 410 339</b>
<i>Autonomisation et autogestion communautaires</i>				
Mobilisation communautaire	257 882	184 517	495 422	<b>937 820</b>
Coexistence avec les communautés locales	107 327	0	2 791 941	<b>2 899 268</b>
Ressources naturelles et environnement commun	832 627	0	213 707	<b>1 046 333</b>
Autosuffisance et moyens d'existence	2 705 440	0	1 079 730	<b>3 785 170</b>
<b>Sous-total</b>	<b>3 903 276</b>	<b>184 517</b>	<b>4 580 800</b>	<b>8 668 592</b>
<i>Solutions durables</i>				
Stratégie de solutions globales	0	0	0	<b>0</b>
Retour volontaire	175 336	0	650 393	<b>825 729</b>
Réintégration	0	0	427 413	<b>427 413</b>
Intégration	133 940	0	641 120	<b>775 060</b>
Réinstallation	522 016	(6)	0	<b>522 010</b>
<b>Sous-total</b>	<b>831 292</b>	<b>(6)</b>	<b>1 718 926</b>	<b>2 550 212</b>
<i>Direction, coordination et partenariats</i>				
Coordination et partenariats	11 933	0	959 537	<b>971 470</b>
Gestion et coordination des camps	57 193	0	213 707	<b>270 899</b>
Relations avec les donateurs et mobilisation des ressources	26 481	0	213 706	<b>240 187</b>
<b>Sous-total</b>	<b>95 607</b>	<b>0</b>	<b>1 386 950</b>	<b>1 482 556</b>
<i>Appui à la logistique et aux opérations</i>				
Logistique et chaîne d'approvisionnement	504 009	0	1 050 439	<b>1 554 448</b>
Gestion des opérations, coordination et appui	2 106 456	175 114	2 659 172	<b>4 940 742</b>
<b>Sous-total</b>	<b>2 610 465</b>	<b>175 114</b>	<b>3 709 611</b>	<b>6 495 190</b>
<i>Appui régional et au Siège</i>				
Développement de politique générale	0	0	104	<b>104</b>
<b>Sous-total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>104</b>	<b>104</b>
Solde des versements aux partenaires d'exécution	5 389 399	53 077	1 471 048	<b>6 913 525</b>
<b>Total</b>	<b>30 007 815</b>	<b>1 738 391</b>	<b>18 827 719</b>	<b>50 573 925</b>

<sup>1</sup> Les revenus issus des contributions incluent des coûts d'appui indirect prélevés sur les contributions pour les piliers 3 et 4, les budgets supplémentaires et la réserve pour les "Activités nouvelles ou additionnelles - liées au Mandat". Les contributions affectées à tous les piliers sont incluses dans le Pilier 1.